

PAR ICI LA SORTIE !

Janvier 2008

Un service public à l'agonie...

Les CIO (centre d'information et d'orientation) en difficulté : Baisse des budgets de fonctionnement (qu'ils soient gérés par l'Etat ou les conseils généraux), regroupement et/ou fermeture, suppressions de postes de COP (Conseiller d'orientation psychologue) et de postes administratifs...

COP, un corps professionnel à l'abandon : Aucun poste créé depuis 1989, 50 postes supprimés en 2005, baisse continue des recrutements (divisés par 5 depuis 2003 : 259 en 2003, 150 en 2004, 136 en 2005, 55 en 2006, 50 en 2007) cela équivaut au remplacement d' 1 départ à la retraite sur 6. !, et si le volume de recrutement de 2008 reste à 50 comme en 2007, c'est plus de 700 postes de COP qui auront disparu en 3 ans, soit 16 % du corps !!!...

L'ONISEP en voie de privatisation : L'Office National d'Information sur les Enseignements et les Professions multiplie les partenariats, que ce soit pour ses publications ou pour des manifestations diverses, avec les fédérations patronales et avec des officines du secteur privé.

...des dépenses supplémentaires pour les familles...

A l'heure où le gouvernement annonce la création d'un grand service public d'orientation, sans aucune perspective concrète et en ignorant celui qui existe déjà si ce n'est pour l'anéantir, il s'agit en réalité d'ouvrir une brèche où s'engouffrent déjà entreprises privées de conseil en orientation et fédérations patronales.

S'il est encore possible de bénéficier de conseils en orientation gratuits dans les CIO et dans les établissements publics de l'enseignement secondaire où les conseillers d'orientation psychologues assurent leurs missions, cela ne devrait pas durer très longtemps. En parallèle, officines privées et coaches en orientation commencent à prospérer...au bénéfice des familles les plus aisées. Des bilans d'orientation facturés jusqu'à 500 euros (entretiens et tests) ne sont pas et ne seront pas accessibles à la majorité des élèves à moins de sacrifices importants en ces temps de pouvoir d'achat en chute libre. Moins de services publics, ce sont des dépenses en plus pour tous. C'est valable aussi pour l'orientation scolaire et professionnelle.

...sans garantie du maintien de l'objectivité de l'information et du conseil.

Cible privilégiée permettant d'éviter le débat de fond sur les dysfonctionnements actuels du système éducatif et sur les problèmes d'insertion socio-professionnelle de la jeunesse, les services d'orientation du ministère de l'Education Nationale et leur cheville ouvrière, les conseillers d'orientation psychologues, sont maintenus sous la pression conjuguée des restrictions budgétaires et d'un avenir au contour plus que flou. Depuis plusieurs années, les rapports, circulaires et nouvelles dispositions se multiplient et donnent toujours la même direction :

- saucissonnage des missions des COP entre psychologie, orientation et insertion; transfert de leur rôle d'information et de conseil aux enseignants les dépossédant ainsi de leur cœur de métier : « l'entretien conseil en orientation ». Ce faisant, la complexité des mécanismes psychologiques en œuvre dans tout processus de construction identitaire et dans l'élaboration de projets est totalement évacuée.
- restructuration des services chargés de l'orientation et de l'insertion en guichet unique du type Maisons de l'Emploi avec transferts de compétence vers les collectivités territoriales. Les CIO seraient alors régionalisés et dotés de conseillers d'un « nouveau type » dont le métier ressemblerait peu ou prou à un rôle de « prospecteur placier ».

Une conséquence directe de ces mesures qui visent à faire disparaître le service public d'orientation qui existe actuellement, c'est la fin de l'accès à toutes et à tous à :



- ❖ une information personnalisée gratuite, indépendante et fiable
- ❖ une aide dans l'élaboration de projet d'avenir
- ❖ un conseil en orientation favorisant l'adaptation au système de formation, la réussite scolaire, l'épanouissement de la personne et l'accès à l'autonomie
- ❖ un suivi personnalisé tout au long de la scolarité et à la sortie de la formation initiale.

**SUD éducation dit non à cette politique de casse sociale
et revendique la défense d'un service public d'orientation
dans le service public d'éducation
avec de véritables moyens de fonctionnement.**